

Face aux revers électoraux, le PS s'interroge

POLITIQUE Après Vaud, Fribourg ou Neuchâtel, le Parti socialiste a subi dimanche une nouvelle déconvenue en perdant six sièges au Grand Conseil bernois. Plusieurs de ses membres tentent d'expliquer cette dégringolade sur fond de concurrence renforcée

ALEXANDRE STEINER
ET PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
@alexanstein @BoeglinP

Le Parti socialiste a subi un nouveau revers ce dimanche lors des élections bernoises, perdant six de ses 38 sièges au Grand Conseil, tandis que les Vert-e-s en gagnaient cinq pour un total de 19. Une débandade qui fait écho à d'autres scrutins cantonaux: Vaud, la semaine dernière (-3), Fribourg, en novembre (-7) et Neuchâtel, en avril dernier (-11).

Si tous les partis gouvernementaux présents au Conseil fédéral enregistrent une baisse dans les parlements cantonaux depuis les élections fédérales d'octobre 2019, le PS est le plus touché. Selon le politologue Mark Balsiger, il a perdu 48 sièges, contre 28 pour le PLR, 24 pour l'UDC et 19 pour Le Centre. Dans le même temps, les Vert-e-s et les vert'libéraux ont respectivement décroché 48 et 45 fauteuils supplémentaires.

Le coprésident du PS bernois, Ueli Egger, relativise toutefois la défaite de dimanche. «Nous avions fortement progressé il y a quatre ans en gagnant cinq sièges. C'est un retour en arrière et nous devons mener des réflexions. Nous sommes très engagés sur la politique familiale, la formation, la

santé, l'environnement, les transports publics, etc. Nous ne pouvons pas beaucoup changer notre programme mais nous devons peut-être mieux l'expliquer.»

Des élus fédéraux socialistes se montrent davantage interloqués par les sièges égarés dans les cantons, sans pouvoir totalement l'expliquer. C'est le cas du coprésident du parti national, Cédric Wermuth (AG). «Si j'avais la réponse parfaite, je la donnerais.» Tout en relevant des scores électoraux stabilisés depuis 2019 et des victoires récentes en votation populaire (comme sur le droit de timbre), l'Argovien veut davantage souligner les actions de son parti. «Nous venons de lancer notre initiative pour un accueil extrafamilial abordable, allons prochainement parer les attaques sur l'AVS et les rentes, et discuterons de notre initiative contre la hausse des primes maladie.»

La conseillère nationale bernoise, Flavia Wasserfallen, avance une autre piste de réflexion. «Il est difficile de comprendre pourquoi nous gagnons, seuls contre tous, la votation contre la suppression du droit de timbre, et pourquoi nous n'en tirons pas profit aux élections. Le PS reste un parti avec beaucoup d'influence au parlement et est capable de récolter rapide-



«Nous ne pouvons pas beaucoup changer notre programme mais nous devons peut-être mieux l'expliquer»

UELI EGGER, COPRÉSIDENT DU PS BERNOIS

ment des signatures et de remporter des votes populaires. C'est un atout que nous ne mettons peut-être pas assez en avant.»

Chef du groupe PS au Palais fédéral, Roger Nordmann identifie «une explication d'ordre thématique. Les électeurs veulent donner un signal fort et montrer que



«Des réflexions doivent être menées pour donner une ligne claire au parti, sans trop se disperser»

MARC BÜHLMANN, POLITOLOGUE

le climat est pour eux très important.» Ils votent donc les formations écologistes. Le Vaudois y voit une «grosse tendance, compliquée à freiner, même si on peut toujours faire mieux». Pourtant, le parti à la rose s'engage depuis des années pour le climat... «Les électeurs savent et voient que le PS agit en

politique climatique, et cela nous permet de limiter les dégâts. Il y a toujours eu des phases de transferts entre le PS et les Vert-e-s.»

Avec les années, la concurrence s'est aussi durcie. Pour l'électeur, la palette de partis politiques s'est élargie. Les socialistes doivent non seulement résister aux Vert-e-s, mais aussi aux vert'libéraux, susceptibles de leur grignoter leur aile droite sociale-libérale. Flavia Wasserfallen prend l'exemple de son canton. «La concurrence augmente dans les zones rurales bernoises. Les Vert-e-s et les vert'libéraux y créent de nombreuses sections, alors que le PS était longtemps la seule alternative à l'UDC.»

Une dispersion compliquée à gérer

Politologue et directeur de l'Année politique suisse, Marc Bühlmann rejoint Roger Nordmann. «Le PS est depuis très longtemps sensible à l'écologie. Malheureusement pour lui, dans l'esprit des électeurs, ce sont les Vert-e-s et les vert'libéraux qui incarnent ces thématiques aujourd'hui très fortes et qui attirent les électeurs qui y sont sensibles. Il est trop tôt pour dire si ce rééquilibrage des forces – qui concerne aussi la droite avec le PVL – sera durable ou passager.»

Le PS – qui compte tout de même

432 sièges dans les parlements cantonaux contre 264 pour les Vert-e-s – est-il devenu un «parti de notables déconnecté de la réalité, qui a oublié sa base et ses valeurs», comme l'estime un ancien député socialiste bernois? «Cela fait longtemps que les ouvriers ne votent plus pour le PS. Le problème est plutôt qu'en tant que grand parti, il doit parvenir à convaincre des électeurs depuis les jeunes socialistes anticapitalistes à la gauche libérale. Ce n'est pas simple de faire en sorte que tout le monde reste plus à se faire élire. Des réflexions doivent être menées pour donner une ligne claire au parti sur le long terme, sans trop se disperser», répond Marc Bühlmann.

Autre élément pointé du doigt par le politologue, la stratégie du PS en matière de représentation féminine. «Dans le canton de Berne, par exemple, elles pèsent 66% dans le groupe parlementaire. Ce n'est pas problématique en soi, mais on constate aussi que des hommes socialistes réputés ne parviennent plus à se faire élire. Cela pourrait provoquer bien plus de dégâts que la concurrence interpartis. Le camp rose-vert peut encore grandir s'il continue à travailler ensemble, sans tomber dans une logique d'opposition. Tout dépendra de ses cadres», conclut-il. ■

Genève songe à une alliance de droite tout en tortillant

ÉLECTIONS Après Fribourg et Vaud, Berne inspire la droite genevoise pour réaliser une grande alliance en vue de 2023. Mais l'affaire n'est pas dans la poche. Le Centre et les vert'libéraux, très éloignés de l'UDC, pourraient préférer une force du centre

LAURE LUGON ZUGRAVU
@laurelugon

Dimanche, un nouveau message très encourageant aux partis de droite romands est arrivé du canton de Berne. L'alliance de droite y a remporté facilement la majorité au gouvernement, une semaine après le premier tour de l'élection au Conseil d'Etat vaudois, où les cinq candidats de droite ont réalisé des scores leur laissant espérer un renversement de majorité au second tour. C'est sans compter Fribourg, qui avait fait de même, l'an dernier.

La droite genevoise parviendra-t-elle à réaliser pareil exploit? Le conseiller national PLR Christian Lüscher, préviens sur un réseau social: «A Genève en 2023, les électeurs ne nous pardonneront pas de ne pas nous unir sur le plus petit dénominateur commun. Le bien de Genève est plus important que des ego mal apprivoisés.»

Justement. L'affaire paraît moins aisée à Genève qu'ailleurs, même si, il y a quinze jours, le PLR a appelé à un rassemblement des partis de la droite et du centre dans l'espoir de décrocher une majorité au Conseil d'Etat et au Grand Conseil. D'abord parce que l'UDC genevoise se distingue de ses cousines vaudoises, fribourgeoise et bernoise, plus agrariennes. Jusqu'ici d'ailleurs, une partie du PLR y était opposée, mais les choses pourraient évoluer puisque le parti bourgeois est à la peine. Ensuite parce que Le Centre (ex-PDC) genevois penche plus à gauche que ses pairs romands. D'ailleurs, l'Entente péclote depuis

de nombreuses années. Elle vient de montrer un exemple constamment de sa faiblesse, en échouant à récolter les 8000 signatures qu'il lui fallait pour son initiative populaire visant à interdire l'engagement de nouveaux fonctionnaires. Et puis, au niveau communal, Le Centre a souvent préféré s'allier aux vert'libéraux qu'au PLR.

A entendre la présidente du Centre, Delphine Bachmann, il est urgent d'attendre le résultat du deuxième tour au Conseil d'Etat vaudois avant de se déterminer à encourager tel ou tel scénario devant l'assemblée des délégués. C'est dire l'enthousiasme. On verrait plutôt se dessiner une force centriste au détriment d'une alliance qui ratisse large: «On pourrait imaginer trois blocs au premier tour. Quant à une alliance élargie,

«Il s'agit de démontrer aux électeurs de droite que nous sommes capables de nous entendre»

CÉLINE AMAUDRUZ, PRÉSIDENTE DE L'UDC GENEVOISE

pourquoi pas, pour autant que nous partions sur un programme commun, comme dans le canton de Vaud. Mais c'est plus difficile à Genève, car l'UDC a une ligne très différente de la nôtre.» En outre, Delphine Bachmann pose comme préalable à toute discussion l'assurance d'un pacte de non-agression entre candidats. En français dans le texte: si le conseiller d'Etat Serge Dal Busco, souvent attaqué par le PLR et l'UDC sur sa politique de la mobilité, se représente, il conviendra de cesser les hostilités.

Des préventions qui contrastent avec le souhait de Vincent Maitre, conseiller national et ex-président du Centre genevois, qui appelle dans nos colonnes à une grande alliance, constatant que «nos états d'âme ont systématiquement fait gagner la gauche». Manifestement, les désirs des parlementaires nationaux, favorables à une large coalition, n'ont pas encore décidé les élus cantonaux à laisser de côté leurs divergences. Un Sonderfall genevois que la présidente de l'UDC genevoise, Céline Amaudruz, voudrait voir se dissiper: «Il faudra partir ensemble au premier tour, sous peine de manquer de crédibilité. Il s'agit de démontrer aux électeurs de droite que nous sommes capables de nous entendre.»

«L'alliance avec l'UDC ferait rigoler nos membres»

Mais on est loin de la coupe aux lèvres, puisque les réticences des vert'libéraux sont encore plus manifestes que celles du Centre. Si la présidente, Marie-Claude Sawerschel, se défend de «faire commerce avec Le Centre en vue d'une alliance. En effet, celui-ci se cherche et son positionnement me laisse perplexe.» Elle relève que les fondamentaux du PVL ne peuvent se marier à ceux de l'UDC: «Je ne pense pas que la proposition du PLR soit souhaitable. Pour nous, il n'est pas facile d'être considéré comme un parti de droite. S'allier avec l'UDC ferait sûrement rigoler nos membres.» Même un mariage de circonstance avec le PLR paraît mal embouché. La proposition reste sur la table, mais le président du parti bourgeois, Bertrand Reich, évoque implicitement un scénario plus réaliste: «Si nous faisons une alliance à trois, tout le monde y gagnerait. L'exemple bernois montre que Le Centre en a profité, comme souvent.» Pas sûr cependant que la droite genevoise parvienne à apprêder 2023 à la sauce bernoise. ■

SUR LE WEB

Un gel destructeur en cette fin de semaine?

Après de nombreux jours de températures plus que printanières, l'hiver fera son retour en fin de semaine. Au point de créer des dégâts aux cultures? «Cela dépendra de la nébulosité durant la nuit», indique un météorologue. Du côté des agriculteurs, on est plutôt serein. Lire l'article de Grégoire Baur sur Letemps.ch

Vers une pénurie de pasteurs en terre romande?

ÉGLISE PROTESTANTE Dans moins de dix ans, près de la moitié des pasteurs romands seront partis à la retraite. Si des solutions existent, notamment grâce à l'engagement de laïcs, les Eglises réformées font face à une crise de la relève

LUCAS VUILLEUMIER, PROTESTINFO

«En 2029, 47% des pasteurs romands auront pris leur retraite», alerte Didier Halter, directeur de l'Office protestant de la formation (OPF). «Un peu moins de dix personnes entrent en formation à l'OPF chaque année», détaille-t-il. «Ce chiffre est stable, mais dans dix ans, selon cette projection, il manquera, sur les 354 postes de ministres en Suisse romande, 65 personnes, soit 18%.» Ce déséquilibre se ressent déjà: «Le temps de repousser d'un poste pastoral s'est allongé et peut durer jusqu'à une année.»

Vice-doyen de la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Lausanne, Frédéric Amsler remarque également «un manque de relève», entraîné par la sécularisation de la société.

Charge symbolique

Sans surprise, le sociologue des religions Jörg Stolz relie également cette tendance au «manque de foi» de l'époque. De son côté, Jean-Baptiste Lipp, président de la Conférence des Eglises réformées romandes et chargé de mener pour l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud (EERV) une réflexion sur le sujet, pointe la difficulté des jeunes gens à assumer désormais la «charge symbolique» voulue par la fonction. «Endosser un métier lié au sacré ne va plus de soi», observe-t-il.

Selon Didier Halter, la situation ne risque pas de s'arranger d'elle-même: «Grandir dans une famille ayant une pratique religieuse est statistiquement ce qui pousse le plus souvent à se tourner vers un métier d'église. Par corrélation avec la désaffection des croyants, le nombre des vocations est donc appelé à baisser toujours plus.»

Autre raison, plus terre à terre, la longueur du cursus, relève Jean-Baptiste Lipp: «Cinq ans de théologie, dix-huit mois à l'OPF, une année de stage, une année de suffragance et la commission de consécration... Près de dix ans pour former un pasteur: est-ce bien

raisonnable?» Mais à l'heure où les églises se vident, fait-il sens de s'inquiéter de ce manque de relève? «Cette tendance n'en est pas moins regrettable», répond Jörg Stolz, «car cette fonction est tant intellectuelle que sociale.»

En effet, à long terme, la disparition des pasteurs, si elle est problématique pour les croyants, est également vue par certains comme un risque pour la société dans son ensemble. «Les pasteurs sont des personnes respectées, qui doivent rester des interlocuteurs pour le monde sécularisé», déclare Rita Famos, présidente de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS), qui rappelle le rôle des ministres dans l'aumônerie (hôpitaux, prisons, centres d'asile, etc.) et lors de funérailles ou de mariages. «Sans le pasteur, il y a un vide social. De plus, il assure la lisibilité de l'institution, dont il est un porte-parole reconnu», ajoute Jean-Baptiste Lipp.

Le spectre de l'épuisement

Frédéric Amsler prévient également d'un autre danger: «Les Eglises veulent continuer à assurer les mêmes services, mais avec moins de personnel, au lieu de faire de vrais choix.» C'est-à-dire? «Fermer des paroisses. Autrefois, quatre pasteurs se partageaient une paroisse, quand désormais celle-ci ne bénéficie plus que d'un pasteur, à qui on aura en plus adjoint la charge d'autres paroisses. Cela engendre souvent des cas de burn-out, même chez les jeunes ministres», déplore Frédéric Amsler. Une problématique récurrente de surmenage qui a forcément pour conséquence de rendre le métier de moins en moins attractif.

Le salut pourrait-il venir des diacres? «En terre vaudoise, bien malin qui aujourd'hui peut distinguer les fonctions d'un pasteur et d'un diacre», s'agace Frédéric Amsler. De plus en plus, les Eglises misent aussi sur l'engagement de laïcs qu'il faut, selon Rita Famos, «encourager à prendre en charge des tâches pastorales, dont le prêche». Mais la présidente nuance: «On n'est pas toujours certain de la motivation de ces personnes, les risques d'abus de position étant possibles.» En outre, «il peut y avoir parfois des déconvenues, si ce ministère ne repose pas sur une très solide capacité à éclairer notre monde et nos existences par une lecture critique de la Bible», complète Frédéric Amsler. ■